



## Organisation des Nations Unies

# COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC PERIODE DU 7 AU 14 FEVRIER 2018

### MONUSCO :

**Comme annoncé par la diffusion d'un communiqué de presse ce dimanche : la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Leila Zerrougui est arrivée vendredi soir en République démocratique du Congo et elle a pris immédiatement ses fonctions.**

La Représentante spéciale, qui consulte actuellement les personnels de la MONUSCO, rencontrera dans les prochains jours les autorités congolaises. Comme le veut la bienséance, son premier entretien sera réservé au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.

Mme Zerrougui aura également des réunions de travail avec les partenaires régionaux et internationaux des Nations Unies, la société civile et tous les acteurs impliqués dans le processus électoral.

Il est important que la Représentante spéciale écoute un maximum de personnes dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la MONUSCO et des Nations Unies, un mandat, je vous le rappelle, donné par le Conseil de sécurité et la Résolution 2348 avec deux grandes priorités, la protection des civils et le soutien à l'application de l'accord politique, notamment au processus électoral.

### **Information publique :**

**Dans le cadre de la célébration de la Journée de la radio le 13 février de chaque année, la section de l'Information publique de la MONUSCO/ Kalemie et certains médias locaux, notamment, Radio Okapi, RTNC, RTGT, Kaoze, et l'Union Congolaise des Femmes des Médias-Tanganyika (UCOFEM) ont organisé le mardi 13 février 2018 une séance de sensibilisation aux jeux et sports traditionnels avec les élèves et enseignants de l'école primaire Maendelo 2 de Kalemie.**

Compte tenu du thème retenu de cette année qui porte sur « Radio et Sports », l'activité a mis l'accent sur les sports culturels et les jeux traditionnels, pratiqués en milieu scolaire, rappelant qu'en plus du plaisir qu'ils procurent, les sports culturels et les jeux traditionnels font partie de l'histoire et de l'identité des peuples.

### **Droits de l'homme :**

**Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme organise une réunion avec le groupe de travail sur la lutte contre l'impunité le mercredi 14 février 2018.**

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hq-mpioso@un.org](mailto:monusco-hq-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

Cette rencontre traitera de la prise en charge holistique des victimes des violences sexuelles. Une seconde réunion, organisée le 15 février 2018, en partenariat avec la section de l'Information publique, s'adresse aux journalistes. Les discussions se focaliseront sur les droits et devoirs des médias pendant la période électorale.

### Affaires civiles :

**La section des Affaires civiles de Kalemie (CAS Kalemie) et un expert provincial organisent du 7 au 14 février 2018 un atelier sur la gouvernance participative dans le domaine de la sécurité en territoire de Nyunzu en province du Tanganyika.**

Les principaux bénéficiaires de l'atelier sont les acteurs étatiques et non étatiques locaux. Par ailleurs, le 12 février 2018, 131 participants, dont 39 femmes, ont participé à une séance de sensibilisation portant, entre autres, sur la bonne gouvernance, le diagnostic sécuritaire et le processus électoral au niveau local. Plusieurs institutions locales de Nyunzu ont participé à cette activité, notamment, des représentants de l'administration de 10 groupements, de 7 quartiers, de 3 antennes, de quelques chefs de village et le personnel administratif des zones de la Lukunga ainsi que des membres de la société civile, y compris des jeunes et des femmes.

### Protection de l'enfant :

**Cette semaine a été marquée par la commémoration de la Journée internationale contre le recrutement et l'utilisation des enfants soldats qui est célébrée le 12 février de chaque année pour dénoncer la situation alarmante des enfants qui continuent à être utilisés ou recrutés par les groupes armés. Rien que durant la période du 5 au 10 février 2018, la MONUSCO a vérifié 34 violations graves commises à l'encontre des enfants ; dont 13 cas de recrutement par des groupes armés, 10 cas d'enlèvement et 11 cas de violences sexuelles. Le principal auteur des violations est Mayi-Mayi Luc.**

La MONUSCO réitère sa détermination à protéger les enfants dans les conflits armés et lance un appel pressant aux groupes et milices armés afin que ceux-ci libèrent sans délai les enfants de leurs rangs. Afin de véhiculer son message sur l'étendue du territoire de la RDC, la MONUSCO à travers sa section Protection de l'enfant a organisé une série d'activités dans le cadre de la Journée des enfants soldats.

A Goma, la section et ses partenaires, y compris le Groupe de travail technique conjoint UN/ Gouvernement RDC (GTTC), ont pris part au Festival Amani pour non seulement célébrer la journée mais aussi la radiation des Forces armées de la République démocratique du Congo de la liste noire de l'ONU pour le recrutement d'enfants lors de conflits armés. Le chef du bureau Nord-Kivu de la MONUSCO, accompagné du chef de bureau de l'UNICEF pour la zone Est, étaient également présents à cet événement et ont félicité le Gouvernement de la RDC, lors d'une conférence de presse organisée le 11 février, pour le grand travail abattu pour la mise en œuvre du Plan d'Action signé avec les Nations Unies en 2012. En outre, la MONUSCO a saisi l'occasion pour renforcer à nouveau les actions de plaidoyer et de sensibilisation pour mettre fin au recrutement d'enfants. Un bon nombre d'hommes, de femmes et d'enfants ont témoigné leur soutien à la lutte contre l'utilisation des enfants soldats en RDC en participant à la campagne de collecte de « Mains Rouges » organisée à cet effet.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hg-mpioso@un.org](mailto:monusco-hg-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

Les activités commémoratives vont se poursuivre durant tout le mois de février dans les localités de Bunia (Gety, Aveba et Bukiringi), Butembo (Butuhe), Goma (Lushebere), Tshikapa (Kamonia), Kananga (Kauenga et Tshikaji), Uvira (Mboko et Lusenda), Kinshasa et Bukavu (Minova). Il y aura principalement des séances de réflexion avec les leaders communautaires et les enfants sur le recrutement et l'utilisation d'enfants par les groupes armés, formation des FARDC sur les standards opérationnels relatives à la vérification de l'âge des candidats à la carrière militaire, des caravanes motorisées, des collectes de « Mains Rouges », des diffusions de messages sur les radios locales, des activités socio-culturelles, etc.

### Equipe de pays :

#### **Plus de 4.4 millions de déplacés internes en RD Congo**

**En 2017, en moyenne 50 familles congolaises ont été contraintes de fuir leurs domiciles chaque heure. C'est le triste constat qui ressort de la situation des mouvements de personnes en République démocratique du Congo pour l'année 2017 durant laquelle plus de deux millions de personnes ont été déplacées.**

A ce jour, la République démocratique du Congo (RDC), compte la plus grande population déplacée d'Afrique avec plus de 4,49 millions de personnes déplacées internes, dont 2,7 millions d'enfants. La province du Nord-Kivu demeure la plus touchée avec près de 1 100 000 personnes déplacées, représentant 25 % de l'ensemble du territoire, suivie du Tanganyika et du Sud-Kivu. 70 % d'entre eux se retrouvent dans les territoires de Lubero, Rutshuru et Masisi. Le nombre élevé de déplacements est dû à la recrudescence des affrontements entre les groupes armés et des opérations militaires contre ces groupes.

La région du Kasai a été marquée par le plus grand flux de retour de plus de 605 000 personnes ces 18 derniers mois. La situation dans cette région est restée relativement stable depuis les derniers pics des flux de plus de 400 000 déplacés et 800 000 retournés enregistrés au mois de mars 2017. Plus de 65 % des déplacements ont eu lieu en 2017 et les déplacés ont été majoritairement accueillis dans le Kasai Central. Les évaluations globales faites récemment dans le Kasai Central n'ont pas rapporté des nouveaux déplacés depuis les 6 derniers mois. Au regard de la pression démographique des déplacements par rapport à la population d'avant le conflit, les territoires ayant la plus grande proportion de déplacés sont, entre autres, ceux du Kasai Central, notamment Dimbelenge, Dibaya, et Kazumba.

#### **Des milliers d'enfants utilisés comme enfants soldats en République démocratique du Congo : Plus de moyens sont nécessaires pour leur réintégration**

**Alors que la République démocratique du Congo fait face à un nombre croissant de conflits, les enfants sont de plus en plus souvent victimes de violences et de violations de leurs droits. L'UNICEF est particulièrement préoccupé par le nombre important d'enfants qui sont utilisés comme combattants, porteurs, espions, cuisiniers ou esclaves sexuels au sein des groupes armés et des milices**

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hq-mpioso@un.org](mailto:monusco-hq-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

**au centre et à l'est du pays. A l'occasion de la Journée internationale des enfants soldats, l'UNICEF appelle l'ensemble des groupes armés et des milices à mettre fin à l'utilisation d'enfants dans les conflits.**

Il n'existe pas de données précises au sujet du nombre d'enfants utilisés comme soldats en RDC. L'UNICEF et ses partenaires estiment que dans la seule région du Kasai, entre 5 000 et 10 000 enfants ont été associés aux milices.

L'utilisation des enfants ne se limite pas à la région du Kasai. L'UNICEF estime que dans les provinces du Tanganyika et du Sud-Kivu, où la violence fait rage depuis plusieurs mois, plus de 3 000 enfants seraient aujourd'hui utilisés au sein des milices. Le phénomène d'enfants soldats reste également très répandu dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, où les groupes armés sont de plus en plus nombreux.

L'UNICEF rappelle que toute forme d'utilisation d'enfants dans des conflits armés est illégale. L'interdiction de l'utilisation d'enfants soldats, inscrite dans la Constitution de la RDC, découle d'instruments ratifiés par le pays, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant, le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés ainsi que le Statut de Rome qui stipule que l'utilisation d'enfants de moins de 15 ans est constitutif de crime de guerre, passible de poursuites devant la Cour Pénale Internationale.

L'UNICEF se mobilise depuis des années avec ses partenaires pour prévenir le recrutement d'enfants, pour sortir les enfants des milices et groupes armés et pour les réintégrer au sein de leurs communautés. En 2017 l'UNICEF a facilité la sortie des groupes armés et la prise en charge de plus de 3 000 enfants à l'est du pays et près de 1 000 enfants dans la région du Kasai.

Mais les fonds manquent pour prendre en charge tous les enfants sortis des groupes armés et des milices. L'UNICEF a besoin de 11,5 millions de dollars américains en 2018 pour la prise en charge des enfants sortis des milices et groupes armés et pour leur réintégration dans la communauté, sans quoi, entre autres, près de 5 000 enfants ne pourront être assistés et deux centres de transit et d'orientation devront fermer leurs portes.

**L'UNICEF, la FAO et le PAM reçoivent une contribution de 3 millions de Francs suisses de la Suisse pour combattre la malnutrition au Sud-Kivu :**

**L'UNICEF, la FAO et le PAM bénéficient d'une contribution de trois millions de CHF (3 215 000 USD) de la Coopération suisse en RDC afin de poursuivre et d'étendre leur projet de lutte contre la malnutrition chronique dans les zones de santé de Bunyakiri et de Minova dans la province du Sud-Kivu. Etalée sur près de trois ans, cette contribution a pour objectif de contribuer à réduire la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans ainsi que de subvenir aux besoins nutritionnels de 12 000 femmes enceintes et allaitantes et 12 000 enfants de 6-23 mois.**

La première contribution de la Suisse (de plus de deux millions de dollars US) à la première phase de ce projet avait déjà permis d'améliorer, entre 2015 et 2017, l'état nutritionnel de 80 % des enfants de 0 à 23 mois et des femmes enceintes et allaitantes grâce à des interventions directes et multisectorielles de nutrition, sécurité alimentaire, et d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hq-mpioso@un.org](mailto:monusco-hq-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

La malnutrition chronique touche un enfant sur deux dans la province du Sud-Kivu. Durant la première phase du projet, 11 000 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié de 520 tonnes de super céréales distribuées avec 53 tonnes d'huile végétale par le PAM dans le but de prévenir le retard de croissance chez les nouveaux nés et les nourrissons. 11 500 enfants de 6-23 mois ont reçu 85 tonnes de suppléments nutritionnels à leur repas, leur apportant l'énergie, les micronutriments nécessaires pour une croissance normale. Pour les enfants de 6 à 59 mois qui se trouvaient déjà en situation de malnutrition aiguë modérée, 12 000 ont été pris en charge dans les unités nutritionnelles avec 76 tonnes d'aliments thérapeutiques prêt à consommer. Le PAM a également contribué au volet agricole en fournissant 675 tonnes de vivres à 2 700 ménages agriculteurs afin de les inciter à planter leurs graines plutôt que de les consommer pendant la période de semis.

Par rapport aux interventions directes de nutrition, l'UNICEF a formé et équipé les structures de santé pour assurer le suivi et la promotion de croissance de 8 900 enfants de moins de 5 ans. L'intervention de l'UNICEF a aussi permis à plus de 25 000 enfants de 0 à 5 ans de bénéficier de supplémentation en vitamine A et du déparasitage au Mebendazole ; quelque 11 000 femmes enceintes et allaitantes atteintes, y compris des gardiennes d'enfants (0 à 23 mois) ont reçu des conseils sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. L'UNICEF a réhabilité 42 sources d'eau et construit deux mini-systèmes d'adduction permettant à 192 000 personnes d'avoir accès à l'eau potable. Des dispositifs de lavage de mains et d'assainissement ont été construits dans 37 écoles de la zone d'intervention du projet permettant de prévenir les maladies d'origine hydrique.

### Situation militaire

**(Par le Commandant Adil Essherir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO)**

Les principales informations de la semaine concernent la situation sécuritaire dans les provinces de **l'Ituri**, **Tanganyika**, **Nord-Kivu** et le territoire de **Beni**.

Dans la province de **l'Ituri**, après une série d'activités militaires comprenant des patrouilles robustes et des reconnaissances d'hélicoptères en réponse aux affrontements interethniques qui ont opposé des membres des communautés **Lendu** et **Hema** dans le territoire de **Djugu** ; la Force de la MONUSCO a projeté le 10 février 2018 une base opérationnelle temporaire (SCD) dans la localité de **Djugu**.

Par ce déploiement, la Force de la MONUSCO a conduit une série de patrouilles dans les zones affectées, en particulier **Fataki** et **Bulukwa** et continue à mener parallèlement des activités de sensibilisation et de rapprochement communautaires en coordination avec les sections substantives de la MONUSCO, acteurs de sécurité locaux, les chefs coutumiers et les religieux.

Cette intervention qui vise à créer un environnement protecteur garantissant la protection des civils et favorisant le retour des déplacés a permis d'apaiser les tensions et d'observer les prémices d'une normalisation de la situation.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Essherir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hq-mpioso@un.org](mailto:monusco-hq-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13





## Organisation des Nations Unies

Dans le territoire de **Beni**, la Brigade d'Intervention de la Force (FIB) a mené une opération le long de l'axe **Oicha-Eringiti** pour neutraliser toute présence négative et assurer la liberté de mouvement le long de cette route. Au cours de cette opération, une panoplie d'activités militaires a été mise en œuvre, comme l'insertion de troupes par voie aérienne, projection de patrouilles robustes de jour et de nuit et la conduite de patrouilles pédestres dans les villages de cette zone.

Par ailleurs, le 9 février 2018, la Force de la MONUSCO a actionné un détachement d'intervention rapide en appui aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) suite à une incursion de présumés éléments des Forces Démocratique Alliées (ADF) au niveau de **Ngite** (banlieue de **Mavivi**). Cette action proactive a permis de repousser cette attaque et les assaillants se sont retirés vers la forêt de **Masuluke** à l'aperçu de ce détachement.

Dans la province du **Tanganyika**, la Force a conduit du 3 au 12 février 2018 une opération dans la zone générale de **Lulimba** visant à neutraliser toute présence négative et assurer la liberté de mouvement le long du tronçon **Lulimba-Bendera** de la route nationale numéro 5 (RN5).

Cette opération consiste à effectuer une série de déploiements robustes, patrouilles de domination de terrain et aussi des activités d'engagement communautaires, afin de renforcer le climat de confiance entre les troupes onusiennes et la population civile, dans la perspective de promouvoir la cohésion entre les communautés, condition sine qua non pour mettre les jeunes à l'abri des tentatives de recrutement dans les rangs des groupes armés.

Au **Nord-Kivu**, la Force de la MONUSCO continue la traque des éléments négatifs à travers un important dispositif militaire proactif, en ligne avec le nouveau mode opératoire adopté par la Force, basé sur la flexibilité et la mobilité.

Ainsi un détachement d'intervention rapide a été promptement déployé en soutien aux FARDC le 10 février 2018, suite à un accrochage avec des éléments Mayi-Mayi Charles au niveau de **Ishasha** (22 km Nord-Est de la COB **Nyamilima**). Cet appui a permis de briser la menace de ces éléments et de stabiliser la situation.

Enfin, en réponse à des attaques menées par des éléments réfractaires Mayi-Mayi Nyatura, une base opérationnelle temporaire (SCD) a été déployée à **Bugina** (20 km Nord-Est de la COB **Tongo**) pour assurer la protection et la liberté de mouvement de la population locale et dissuader toute activité négative.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hq-mpioso@un.org](mailto:monusco-hq-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 77 06

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13